

Ghada Karmi: « 67 ans de tragédie et d'espérance pour les Palestiniens »

Description

[default_32420141205110210](#)

Par Ghada Karmi, 30 novembre 2014

Depuis que l'ONU a approuvé la partition de la Palestine en Etats séparés juif et arabe, ce sont les Palestiniens qui ont souffert de l'expulsion, de l'exil et d'une oppression continue. 67 ans après, la tragédie vire à l'espérance.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée Générale de l'ONU a approuvé la résolution 181 sur l'infâme partition recommandant la division de la Palestine en deux Etats séparés juif et arabe. Cette date allait s'appeler « Journée Internationale de Solidarité avec le Peuple Palestinien », alors qu'elle n'avait rien d'autre que la journée de la partition qui a amorcé une série d'événements catastrophiques pour les Palestiniens.

La décision de fractionner la Palestine en Etats séparés arabe et juif a été approuvée par une majorité de 33 pays, parmi lesquels beaucoup de petits Etats dépendant des Etats-Unis et dont les votes ont été extorqués sous la contrainte et les menaces. Le récit honteux de la façon dont le lobbying sioniste et la contrainte forcée américaine ont obligé à voter en faveur de la résolution doit être placé très haut parmi les récits les plus ignobles de l'histoire.

Que les Palestiniens et les Arabes aient rejeté le plan de partition n'aurait dû surprendre personne. On n'aurait jamais pu les persuader qu'on pouvait diviser un pays arabe entre une communauté coloniale et la population indigène avec un pourcentage de 56 à 44 en faveur des colonisateurs. L'injustice manifeste d'une telle proposition aurait dû arrêter dans son élan, sinon aussitôt, du moins très vite. Et pourtant, ce fut l'inverse.

Les événements qui ont suivi la résolution 181 sont bien connus : l'État d'Israël a été créé et 750.000 Palestiniens, les trois quarts de la population indigène, ont été expulsés. Leurs villages furent détruits alors qu'ils devenaient des exilés et des réfugiés sans que le droit au retour sur leur terre natale soit ni dénié ni respecté.

La pire époque

Tous les ans, la « Journée de la Palestine » semble témoigner d'une détérioration accrue des chances palestiniennes. 67 ans après le vote de la résolution 181, la situation des Palestiniens est la pire qu'ils aient jamais connue. Ce qui reste de la Palestine-Jérusalem Est, la Cisjordanie et Gaza, 20 pour cent du pays d'origine- est entièrement sous l'autorité d'Israël et chaque territoire se bat pour survivre.

Jérusalem Est est cernée par des colonies israéliennes, sa vieille ville et les quartiers arabes sont infiltrés de tous côtés par les colons juifs ; les Jérusalémites arabes sont de plus en plus écrasés entre la colonisation israélienne rampante et les difficultés économiques.

Tout ceci s'agit est évidemment aggravé après les incursions répétées dans la mosquée Al Aqsa par des Juifs religieux fanatiques, dont on dit qu'ils exigent la partition entre eux et les fidèles musulmans. En dépit des affirmations du premier ministre Netanyahu au roi Abdullah de Jordanie, gardien officiel des lieux saints de Jérusalem, que cela n'arriverait pas, aucun Palestinien ne le croit.

Aujourd'hui, Jérusalem Est offre un triste spectacle, son caractère arabe progressivement réduit par les efforts des colonisateurs israéliens pour l'effacer et le remplacer par le leur. Le sort de la Cisjordanie n'est pas meilleur. Israël contrôle 60 pour cent de la terre, et les 40 pour cent restants, soi-disant sous contrôle palestinien, sont segmentés par des routes, des checkpoints et des colonies israéliennes. Tous les ans, celles-ci grossissent en nombre et en taille, perchées sur presque toutes les collines et empiétant sur les villes et villages palestiniens au point d'acquiescer une fausse authenticité, comme si elles avaient toujours fait partie du paysage. 550.000 colons vivent maintenant à Jérusalem et en Cisjordanie, et le processus de colonisation se poursuit. En octobre, Israël a annoncé la saisie de 500 hectares supplémentaires pour étendre la colonisation près de Bethléhem. La désapprobation internationale n'a eu aucun effet pour renverser cette décision.

Gaza reste sous blocus et le désastre de l'agression israélienne de juillet dernier, qui a fait plus de 2.000 morts et détruit 50.000 maisons ainsi qu'un quart des infrastructures de Gaza, perdure sans déblaiement ni réparations. Avec la frontière de Rafah au sud de Gaza fermée par les autorités égyptiennes, le sceau hermétique sur cette bande de terre appauvrie est complet. On ne peut imaginer pire sort pour une population sans défense.

Le droit au retour

Rien n'a changé non plus pour les 7 millions de Palestiniens en exil qui restent dispersés à travers le monde. La communauté palestinienne unie qui existait avant 1948 est maintenant dispersée et fragmentée, et la tendance à la séparation et à la division ne peut que s'aggraver si rien n'est fait pour la corriger. Et ceci semble peu probable si on laisse Israël enfonce plus profondément ses racines en Palestine, rendant le préjudice porté aux Palestiniens par la création d'Israël, que la résolution 181 a tellement aidée, encore plus difficile à inverser. Le racisme d'Israël, présent depuis la fondation de cet Etat, est plus visible tous les ans, comme l'atteste le dernier projet de loi, actuellement soumis au parlement israélien, sur la volonté d'Israël d'être désignée comme l'état-nation du peuple juif.

Et pourtant, en dépit de ce sinistre tableau, le 29 novembre 2014 pourrait annoncer le début d'une ère nouvelle pour les Palestiniens. Après 66 ans d'occupation et d'impunité israéliennes, le courant pourrait enfin inverser. La dernière guerre sur Gaza a provoqué une effusion mondiale de sympathie envers les Palestiniens et, parallèlement, l'isolement d'Israël. Un sondage Gallup de la BBC a placé Israël juste au-dessus de la Corée du Nord dans les opinions négatives. Neuf Etats européens reconnaissent l'état de Palestine, dont la Suède, la Grande Bretagne et l'Espagne, et d'autres vont certainement suivre. Le mouvement international de Boycott, Désinvestissement et Sanctions progresse rapidement, et l'UE a proposé une interdiction de faire des affaires avec les colonies israéliennes, y compris avec leurs produits. Même les Etats-Unis, seul ami d'Israël, ont exprimé une désapprobation de sa politique. Des émeutes sans précédent ont éclaté chez les Palestiniens en Israël, en Cisjordanie et à

Jérusalem qui, si elles se poursuivent, seront difficiles à maîtriser par Israël.

Avec cette confluence d'éléments favorables aux Palestiniens, l'approbation d'Israël pourrait-elle finalement butter contre un mur ? Et le 29 novembre pourrait-il ne plus commémorer une tragédie du passé pour les Palestiniens, mais une véritable célébration de leur avenir ?

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : Al-araby.co.uk

date créée

2014/12/05